



RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE DES FRAIS DE MANDAT DES SÉNATEURS¹

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
1. ORIENTATION DU CONTRÔLE.....	3
1.1 Objet et étendue du contrôle	3
1.2 Frais de mandat visés par le référentiel de contrôle	4
1.3 Fréquence, durée et calendrier du contrôle.....	4
2. RÉALISATION DU CONTRÔLE.....	5
2.1 Sélection des contrôleurs	5
2.2 Conduite du contrôle	5
A. Contrôle approfondi d'un nombre représentatif de Sénateurs	6
B. Contrôle transversal	6
C. Contrôles complémentaires	6
2.3 Restitution du contrôle	7
A. Restitution des difficultés relevées.....	7
B. Rapport général de contrôle	7
2.4 Communication du rapport général de contrôle	7
3. SUIVI DU CONTRÔLE	7
3.1 Procédure contradictoire.....	7
3.2 Arrêté du montant des frais imputés à tort	7
3.3 Procédure de suivi du contrôle	8
3.4 Mise à jour du référentiel de contrôle	9
4. MOYENS.....	9
4.1 Accès aux données nécessaires à la conduite du contrôle	9
A. Données nécessaires à la conduite du contrôle	9
B. Conditions d'accès aux données par les contrôleurs	9
4.2 Protection des données	10

¹ Créé par le Comité de déontologie parlementaire lors de sa réunion du 16 octobre 2018 et modifié par le Comité lors de ses réunions des 29 janvier 2020, 3 février 2021, 8 février 2022, 7 décembre 2022 et 27 janvier 2026.

5.	ANNEXES	10
5.1	Référentiel des frais de mandat éligibles au titre des articles 8 et 9 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau	10
5.2	Typologie des avances pour frais de mandat.....	16

INTRODUCTION

L'article 4 *sexies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires prévoit que le Bureau de chaque assemblée détermine le régime de prise en charge des frais de mandat des parlementaires ainsi que les modalités de contrôle de ces mêmes frais par l'organe chargé de la déontologie dans chaque assemblée.

L'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, pris suivant l'avis du Comité de déontologie parlementaire (ci-après dénommé « le Comité de déontologie ») n° CDP/2017-1 du 27 novembre 2017 et sur proposition des Questeurs, définit ainsi les principes généraux applicables aux frais de mandat des Sénateurs, le régime de prise en charge de ces frais et les modalités de leur contrôle.

L'article 18 de cet arrêté dispose que le Comité de déontologie peut se faire assister par une expertise extérieure mise en œuvre par un organisme tiers.

Interviennent à ce titre :

- la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC), qui a conclu une convention avec le Sénat pour apporter son expertise.

Aux termes de cette convention, la CNCC assiste le Comité de déontologie dans l'élaboration d'une politique de contrôle pertinente des frais de mandat des Sénateurs et adaptée au dispositif lui-même, tel qu'établi par les arrêtés de Bureau et de Questure et précisé par les informations communiquées aux Sénateurs. Cette assistance est matérialisée par la rédaction et la mise à jour du présent référentiel de contrôle soumis à l'approbation du Comité de déontologie ;

- des experts-comptables (ci-après dénommés « contrôleurs ») sélectionnés par le Sénat dans le respect des règles de la commande publique pour réaliser, sous la responsabilité et les directives du Comité de déontologie et conformément au référentiel de contrôle, les travaux de contrôle des frais de mandat des Sénateurs.

1. ORIENTATION DU CONTRÔLE

1.1 OBJET ET ÉTENDUE DU CONTRÔLE

L'article 4 *sexies* de l'ordonnance précitée n° 58-1100 du 17 novembre 1958 dispose que « *Le bureau de chaque assemblée détermine également les modalités selon lesquelles l'organe chargé de la déontologie parlementaire contrôle que les dépenses donnant lieu aux prises en charge directe, remboursements et avances [...] correspondent à des frais de mandat.* »

L'objet essentiel du contrôle consiste donc à vérifier, au regard des justificatifs produits, que les frais déclarés par les Sénateurs sont effectivement éligibles au titre des frais de mandat.

Le contrôle porte simultanément sur la pertinence du justificatif de la dépense et sur le respect par le Sénateur des principes mentionnés aux articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017 :

- la relation directe des frais engagés avec l'exercice du mandat ;
- le caractère raisonnable des dépenses payées au regard de la gestion de ses frais de mandat ;
- l'attention à sa responsabilité personnelle qu'il engage dans la gestion de ses frais de mandat ;
- l'absence d'enrichissement personnel résultant de l'application de la réglementation définie par le Bureau du Sénat.

Dans le respect de ces principes, il est fait usage du référentiel des frais de mandat prévu à l'article 8 dudit arrêté, qui précise, par catégories, les dépenses éligibles ou non éligibles (*cf. annexe 5.1*).

Le contrôle de la fiabilité et de la sécurisation de l'application informatique Julia, mise à disposition des Sénateurs pour la déclaration dématérialisée de leurs frais de mandat, est effectué par les services du Sénat et n'entre pas dans le champ du présent référentiel de contrôle.

Les contrôles de versement et d'apurement des avances pour frais de mandat sont également effectués par les services du Sénat et n'entrent pas non plus dans le champ du présent référentiel de contrôle.

1.2 FRAIS DE MANDAT VISÉS PAR LE RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE

Comme le précisent l'arrêté n° 2017-272 du Bureau et l'arrêté n° 2017-1202 de Questure du 7 décembre 2017, les frais de mandat se répartissent en deux catégories :

- les frais pris en charge directement par le Sénat, qui correspondent à des services gérés par le Sénat et mis à disposition des Sénateurs, tels les titres de transport aériens et ferroviaires, les frais d'affranchissement, les services de téléphonie. Ces frais sont définis à la section 1 du chapitre II de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017 et leur prise en charge, directe ou par remboursement, s'effectue dans les conditions et limites fixées par l'arrêté n° 2017-1202 de Questure du 7 décembre 2017.

Ces frais sont « *réputés justifiés au sens de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958* » et n'entrent pas dans le champ du présent référentiel de contrôle ;

- les dépenses engagées par les Sénateurs, qui sont définies à la section 2 du chapitre II de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017 et font l'objet d'une avance générale et d'avances spécifiques, dans la limite de plafonds fixés aux articles 10 à 13 de l'arrêté n° 2017-1202 de Questure du 7 décembre 2017 (*cf. annexe 5.2*). Ces avances sont versées sur un compte dédié dans les conditions précisées aux articles 11 et 13 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017. Ces dépenses donnent lieu à la production d'un justificatif et à un contrôle par le Comité de déontologie dans les conditions prévues au chapitre V de ce même arrêté.

Ces dépenses constituent les frais de mandat visés par le présent référentiel de contrôle.

1.3 FRÉQUENCE, DURÉE ET CALENDRIER DU CONTRÔLE

En application de l'article 17 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, le Comité de déontologie veille à ce que chaque Sénateur ait fait l'objet d'un examen de sa situation durant son mandat, dont la durée normale est fixée à six ans.

La durée du contrôle est adaptée à l'importance des dépenses engagées et au volume des justificatifs à contrôler.

La fréquence minimale d'un contrôle tous les six ans est appliquée pour le contrôle approfondi des frais de mandat du Sénateur. Des contrôles transversaux des frais de mandat des Sénateurs non soumis au contrôle approfondi sont par ailleurs effectués chaque année sur des échantillons susceptibles de concerner l'ensemble des Sénateurs.

Les opérations de contrôle ont lieu chaque année entre les mois de février et juin et portent sur les frais de mandat enregistrés au cours de l'année précédente. Le rapport général de contrôle visé au 2.3 B est établi pour le 30 juin au plus tard.

2. RÉALISATION DU CONTRÔLE

2.1 SÉLECTION DES CONTRÔLEURS

Le Sénat procède à la sélection des contrôleurs dans le respect des règles de la commande publique.

Conformément à l'article 21 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et à l'article 18 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, les contrôleurs ainsi désignés sont tenus au secret professionnel.

Ils veillent à éviter toute perte d'indépendance et à prévenir les conflits d'intérêts, sous le contrôle du Comité de déontologie.

2.2 CONDUITE DU CONTRÔLE

Les contrôleurs procèdent, d'ordre et pour le compte du Comité de déontologie, à la conduite des travaux qui leur sont confiés, conformément au présent référentiel de contrôle.

Avant le lancement des opérations de contrôle, les Sénateurs sont informés des modalités du contrôle par le Comité de déontologie, notamment de la possibilité d'être sollicités par les contrôleurs afin d'obtenir des précisions ou des éclaircissements. Ces demandes de précisions ou d'éclaircissements sont adressées uniquement si les pièces produites ne permettent pas en elles-mêmes de disposer des informations strictement nécessaires au contrôle.

Au cours du contrôle, ces demandes sont effectuées par les contrôleurs, directement auprès du Sénateur contrôlé ou du tiers de confiance nominativement désigné par le Sénateur, après information du Comité. Toute difficulté dans la conduite des opérations de contrôle peut être signalée au Comité de déontologie par un Sénateur ou un contrôleur. À l'issue des opérations de contrôle, les contrôleurs remettent au Comité de déontologie les pièces recueillies auprès du Sénateur ou de son tiers de confiance, ainsi que la copie des échanges intervenus dans le cadre de ces opérations. Les informations pouvant être utiles à la prochaine campagne de contrôle sont renseignées dans la zone d'échange de l'application Julia.

A. Contrôle approfondi d'un nombre représentatif de Sénateurs

Parmi les Sénateurs en exercice l'année précédente, sont soumis à un contrôle approfondi :

- au titre de la première sélection, ceux sélectionnés selon un tirage aléatoire conforme à la représentation proportionnelle des groupes politiques et des Sénateurs n'appartenant à aucun groupe politique qui n'ont pas encore fait l'objet d'un contrôle approfondi au titre de cette première sélection ;
- au titre de la seconde sélection, ceux choisis selon un tirage aléatoire parmi les Sénateurs non contrôlés au titre de la première sélection.

Les Sénateurs ayant exercé leur mandat pendant une durée inférieure à trois mois au cours de l'année concernée sont exclus des tirages aléatoires.

Les Sénateurs soumis à la première sélection ainsi que leur nombre sont déterminés en vue d'assurer que chaque Sénateur soit soumis au moins une fois à un contrôle approfondi au cours de son mandat, sans préjudice d'un contrôle approfondi aléatoire au titre de la seconde sélection au cours de ce même mandat.

Le nombre de Sénateurs choisis au titre de la seconde sélection représente 15 % du nombre de Sénateurs choisis au titre de la première sélection.

Le contrôle approfondi comporte, pour chaque Sénateur sélectionné, des contrôles de justificatifs pour chacune des catégories de frais de mandat pour lesquelles des dépenses ont été engagées par le Sénateur au cours de l'exercice contrôlé. Ces contrôles sont effectués sur la base d'un échantillon initial représentant 40 % à 60 % du total annuel des frais de mandat du Sénateur.

B. Contrôle transversal

Un contrôle transversal des frais de mandat des Sénateurs non soumis au contrôle approfondi est par ailleurs effectué de la façon suivante.

À partir de la base de déclaration consolidée des frais de mandat de l'effectif total des Sénateurs, diminué de l'effectif faisant l'objet d'un contrôle approfondi, les contrôleurs procèdent à des sondages leur permettant de contrôler un échantillon initial représentant 20 % à 30 % du total annuel des frais de mandat du Sénateur.

C. Contrôles complémentaires

Les contrôleurs peuvent estimer nécessaire de procéder à des contrôles complémentaires au-delà des seuils prévus pour le contrôle approfondi ou transversal lorsque des critères objectifs le justifient (importance relative des frais concernés, récurrence, nature des difficultés relevées, montant des dépenses enregistrées, *etc.*). Sous réserve de l'autorisation préalable du Comité de déontologie, ces contrôles complémentaires sont mis en œuvre avant l'envoi au Sénateur des demandes de précisions ou d'éclaircissements.

Le Comité de déontologie peut aussi estimer nécessaire de solliciter les contrôleurs pour la réalisation de contrôles ciblés sur d'éventuels risques particuliers qu'il aurait identifiés ou de procéder directement à des contrôles complémentaires.

2.3 RESTITUTION DU CONTRÔLE

A. Restitution des difficultés relevées

À l'issue des opérations de contrôle, une réunion de restitution des difficultés relevées a lieu au cours des mois de mai ou juin de l'année du contrôle.

Le cas échéant, après échange avec le Sénateur, les contrôleurs remettent au Comité de déontologie, pour chaque Sénateur, un document précisant par catégorie de dépenses les suspicions d'irrégularités, d'erreurs de saisie et de réimputations ainsi que leurs observations.

B. Rapport général de contrôle

Les contrôleurs remettent, au plus tard le 30 juin de l'année du contrôle, un rapport général précisant les contrôles effectués, leurs conclusions et formulant d'éventuelles observations et recommandations sur l'évolution du référentiel de contrôle et de la réglementation applicable.

2.4 COMMUNICATION DU RAPPORT GÉNÉRAL DE CONTRÔLE

L'unique destinataire du rapport général des contrôleurs est le Comité de déontologie.

3. SUIVI DU CONTRÔLE

3.1 PROCÉDURE CONTRADICTOIRE

Au vu du document de restitution des difficultés relevées par les contrôleurs et conformément à l'article 21 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, le Comité de déontologie porte à la connaissance des Sénateurs concernés les éventuelles suspicions d'irrégularités, d'erreurs de saisie et de réimputations, en leur indiquant les modalités prévues par le règlement intérieur du Comité leur permettant de faire valoir leur point de vue avant qu'il ne statue définitivement.

3.2 ARRÊTÉ DU MONTANT DES FRAIS IMPUTÉS À TORT

Le cas échéant, au vu des observations transmises par les Sénateurs, le Comité statue sur la situation de chaque Sénateur et arrête le montant des irrégularités, erreurs de saisie et réimputations. Après avoir transmis au Président du Sénat les résultats du contrôle afin de lui permettre, le cas échéant, de solliciter un réexamen en application de l'article 19 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, le Comité informe les Sénateurs contrôlés de sa décision. Cette décision atteste que la prise en charge des frais contrôlés est conforme aux règles applicables, sous réserve des observations et rectifications du Comité.

En aval des opérations de contrôle conduites par le Comité de déontologie et conformément à l'article 19 de l'arrêté n° 2017-272 du Bureau du 7 décembre 2017, le suivi du contrôle s'effectue ensuite selon la procédure présentée *infra*.

3.3 PROCÉDURE DE SUIVI DU CONTRÔLE

	Acteurs	Rôle	Destinataires
1	Comité de déontologie	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité établit la liste des Sénateurs dont l'examen de la situation a révélé une irrégularité ainsi que les frais imputés à tort. Cette liste est adressée au Président du Sénat. 	Président du Sénat
2	Président du Sénat	<ul style="list-style-type: none"> Le Président du Sénat communique la liste aux Questeurs. Le Président du Sénat peut, le cas échéant, demander au Comité de déontologie de procéder à un nouvel examen de la situation d'un Sénateur. Cette demande est suspensive de la notification prévue ci-dessous. 	Questeurs Comité de déontologie
3	Questeurs	<ul style="list-style-type: none"> Les Questeurs notifient au Sénateur intéressé son obligation de rembourser au Sénat la somme correspondant aux frais imputés à tort. Copie de cette notification est adressée au Trésorier du Sénat. 	Sénateur Trésorier du Sénat
4	Trésorier du Sénat	<ul style="list-style-type: none"> Le Trésorier procède au recouvrement dans les conditions prévues par les articles 41 et suivants du Règlement budgétaire et comptable. 	Sénateur
5	Président du Sénat	<ul style="list-style-type: none"> Le Président du Sénat saisit, le cas échéant, le Bureau du Sénat pour l'application de l'article 99 <i>ter</i> du Règlement. 	Bureau du Sénat
6	Président du Sénat Questeurs	<ul style="list-style-type: none"> Le Président du Sénat et les Questeurs informent le Comité de déontologie des suites données à la liste qu'il leur a transmise. 	Comité de déontologie
7	Comité de déontologie	<ul style="list-style-type: none"> Une fois les opérations de contrôle achevées, le Comité de déontologie transmet au Président du Sénat, aux fins de communication au Bureau, un rapport dans lequel il rend compte des contrôles effectués sans qu'il puisse être fait état de la situation personnelle d'un Sénateur et fait part de ses recommandations. 	Président du Sénat
8	Président du Sénat	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport est présenté au Bureau du Sénat. 	Bureau du Sénat

3.4 MISE À JOUR DU RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE

Le cas échéant, la CNCC prend connaissance, à la demande du Comité de déontologie, des conclusions du contrôle et propose la mise à jour du référentiel de contrôle au regard des résultats et des enseignements de la campagne de contrôle.

4. MOYENS

4.1 ACCÈS AUX DONNÉES NÉCESSAIRES À LA CONDUITE DU CONTRÔLE

A. Données nécessaires à la conduite du contrôle

Dans le respect du secret professionnel et pour les besoins du contrôle, les contrôleurs ont accès aux données suivantes :

- réglementation relative aux frais de mandat et circulaire d’application ;
- guides ou formulaires remis aux Sénateurs ;
- base des déclarations Julia (individuelles et consolidées) ;
- synthèse des informations contenues dans l’application Julia ;
- justificatifs conservés dans l’application Julia ou remis dans le cadre des opérations de contrôle ;
- avis et conseils anonymisés émanant du Comité de déontologie parlementaire ;
- récapitulatif annuel, par Sénateur, des frais pris en charge directement par le Sénat et des remboursements de frais effectués au profit des Sénateurs ;
- liste des Sénateurs disposant d’un bureau chambre occupé à titre d’hébergement parisien ;
- liste des Sénateurs ayant bénéficié de l’assurance responsabilité civile du Sénat ;
- liste des collaborateurs actifs au cours de l’exercice ;
- états de consommation des Sénateurs au restaurant du Sénat pour ceux ayant autorisé la transmission de ces informations ;
- états d’apurement des frais de mandat établis par les services financiers du Sénat.

D’autres données, disponibles sur le site du Sénat, sont utiles au contrôle :

- liste des Sénateurs par circonscription ;
- liste des Sénateurs par groupe politique ;
- fonctions particulières des Sénateurs.

B. Conditions d'accès aux données par les contrôleurs

Durant la procédure de contrôle, les contrôleurs accèdent aux données contenues sur le serveur dans les conditions suivantes.

L'accès à l'application Julia est différencié selon que les contrôleurs se connectent depuis le Sénat (réseau physique ou wifi Médicis) ou depuis l'extérieur :

- depuis le Sénat, accès avec identifiant et mot de passe ;
- depuis l'extérieur, accès avec identifiant, mot de passe et un QR code temporaire.

4.2 PROTECTION DES DONNÉES

Les données entrées par les Sénateurs sont conservées sur un serveur dédié et les données qu'il enferme sont cryptées.

Les services du Sénat n'ont pas d'accès aux justificatifs conservés dans l'application Julia, seuls les soldes des avances non dépensées par les Sénateurs sont communiqués par l'application.

L'accès aux données contenues sur le serveur par les contrôleurs s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Les conditions du respect de cette réglementation sont précisées aux contrôleurs.

5. ANNEXES

5.1 RÉFÉRENTIEL DES FRAIS DE MANDAT ÉLIGIBLES AU TITRE DES ARTICLES 8 ET 9 DE L'ARRÊTÉ N° 2017-272 DU BUREAU

Il est fait usage de cette liste dans le respect des principes posés par le présent arrêté, et notamment son chapitre I^{er}.

Il est rappelé que ne peuvent être imputées en qualité de frais de mandat :

- les dépenses qui entrent dans le champ de la législation relative au financement de la vie politique et des campagnes électorales ;
- les dépenses relatives à l'achat d'un bien immobilier ou d'un loyer versé au titre d'un bien immobilier dont le Sénateur est directement ou indirectement propriétaire ;
- les amendes, sanctions administratives, pénalités ou redevances dues en raison d'un comportement fautif du Sénateur.

Catégorie 1 - Frais liés à la permanence dans la circonscription

1. Frais afférents à une location (y compris parking)

- 1.1. Cotisation d'assurance locative
- 1.2. Dépôt de garantie
- 1.3. Frais d'agence
- 1.4. Loyers
- 1.5. Charges locatives
- 1.6. Taxes et impôts mis à la charge du locataire
- 1.7. Dépenses de travaux habituellement laissées à la charge du locataire

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 1.1. à 1.7. à hauteur de l'utilisation effective de la location aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

2. Propriété

- 2.1. Cotisation d'assurance
- 2.2. Charges de copropriété habituellement laissées à la charge du locataire
- 2.3. Dépenses de travaux habituellement laissées à la charge du locataire
- 2.4. Taxes et impôts à la charge du locataire

En cas d'indivision : imputation à hauteur de la quote-part de la propriété détenue et affectée à l'exercice du mandat.

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 2.1. à 2.4. à hauteur de l'utilisation effective du bien aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

3. Frais de fonctionnement et d'entretien courants

- 3.1. Électricité (ouverture, consommation, résiliation)
- 3.2. Eau (ouverture, consommation, résiliation)
- 3.3. Télécommunications (ouverture, consommation, résiliation)
- 3.4. Chauffage
- 3.5. Prestation d'entretien (ménage, gardiennage, ramonage)
- 3.6. Produits ménagers

Les rémunérations brutes versées à une personne ou à une agence spécialisée à condition que les sommes versées ne donnent lieu à aucune déduction ou réduction fiscale au titre de l'impôt sur le revenu du parlementaire.

- 3.6. Produits ménagers

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 3.1. à 3.6. à hauteur de l'utilisation effective du bien aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

4. Équipement

- 4.1 Mobilier (Mobilier de bureau, ameublement)
- 4.2. Achats ou locations de matériels vidéo
- 4.3. Achats de matériels et services de communication ou d'outils de gestion
- 4.4. Prestation d'assistance ou de réparation
- 4.5. Fournitures de bureau
- 4.6. Dispositifs destinés à la sécurisation des locaux

Catégorie 2 - Frais résultant des déplacements effectués dans l'exercice du mandat, de l'obligation de double résidence et de présence aux travaux du Sénat

1. Frais de garde des personnes à la charge du Sénateur à condition qu'ils résultent directement de l'exercice du mandat et que les frais engagés n'ouvrent droit à aucune déduction ou réduction fiscale
2. Dépenses de restauration du Sénateur
3. Frais de déménagement résultant de l'obligation de double résidence

Catégorie 3 - Frais spécifiques liés à l'hébergement parisien

1. Frais afférents à une location à Paris ou commune limitrophe (utilisation pour cause de double résidence)

- 1.1. Cotisation d'assurance locative

- 1.2. Dépôt de garantie
- 1.3. Frais d'agence
- 1.4. Loyers
- 1.5. Charges locatives
- 1.6. Taxes et impôts mis à la charge du locataire
- 1.7. Dépenses de travaux habituellement laissées à la charge du locataire

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 1.1. à 1.7. à hauteur de l'utilisation effective de la location aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

2. Propriété (utilisation pour cause de double résidence)

- 2.1. Cotisation d'assurance
- 2.2. Charges de copropriété habituellement laissées à la charge du locataire
- 2.3. Dépenses de travaux habituellement laissées à la charge du locataire
- 2.4. Taxes et impôts à la charge du locataire

En cas d'indivision : imputation à hauteur de la quote-part de la propriété détenue et affectée à l'exercice du mandat (permanence ou hébergement).

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 2.1. à 2.4. à hauteur de l'utilisation effective du bien aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

3. Hôtels

- 3.1. Hôtels parisiens, sur commune limitrophe ou aéroports parisiens dans le cadre de la double résidence :
 - 3.1.1 Frais d'hébergement (nuitée, taxe de séjour, petit-déjeuner)
 - 3.1.2 Frais de réservation

4. Frais de fonctionnement et d'entretien courant de l'hébergement parisien

- 4.1. Électricité (ouverture, consommation, résiliation)
 - 4.2. Eau (ouverture, consommation, résiliation)
 - 4.3. Télécommunications (ouverture, consommation, résiliation)
 - 4.4. Chauffage
 - 4.5. Prestation d'entretien (ménage, gardiennage, ramonage)
- Les rémunérations brutes versées à une personne ou à une agence spécialisée à condition que les sommes versées ne donnent lieu à aucune déduction ou réduction fiscale au titre de l'impôt sur le revenu du parlementaire.
- 4.6. Produits ménagers

En cas d'affectation mixte ou partagée : imputation des frais mentionnés aux 4.1. à 4.6. à hauteur de l'utilisation effective de la location aux fins d'exercice du mandat (justificatif établi par le Sénateur sur la base d'éléments probants).

5. Équipement

- 5.1 Mobilier (mobilier de bureau, ameublement)
- 5.2 Dispositifs destinés à la sécurisation des locaux

Catégorie 4 - Frais de déplacement du Sénateur et de ses collaborateurs

1. Véhicule du Sénateur

- 1.1. Acquisition
- 1.2. Location
- 1.3. Indemnité kilométrique (usage d'un véhicule personnel – justificatif établi par le Sénateur selon les barèmes légaux)
- 1.4. Achat de carburant et recharge électrique d'un véhicule, y compris installation d'une borne (sauf 1.3)
- 1.5. Frais d'entretien (sauf 1.2 et 1.3)
- 1.6. Frais d'assurance (sauf 1.2 et 1.3)
- 1.7. Frais de réparation
- 1.8. Contrôle technique (sauf 1.2 et 1.3)
- 1.9. Frais de stationnement
- 1.10. Frais de péage
- 1.11. Taxes (type vignettes pollution)

2. Frais de transport du Sénateur

- 2.1. Taxis
- 2.2. Mototaxis
- 2.3. Véhicules de tourisme avec chauffeur
- 2.4. Transports communs
- 2.5. Navettes fluviales ou maritimes
- 2.6. Transports ferroviaires
- 2.7. Transports aériens

3. Frais de transport des collaborateurs, salariés et stagiaires et liés à l'exercice de leurs fonctions auprès du Sénateur

- 3.1. Versement d'indemnités kilométriques
- 3.2. Remboursement de frais de stationnement ou de péage
- 3.3. Remboursement ou prise en charge directe par le Sénateur de frais de transport (transport en commun, avion, train...)

4. Frais de repas et d'hébergement du collaborateur engagés dans le cadre des missions confiées par le Sénateur

5. Frais d'hôtel et d'hébergement hors Paris

Catégorie 5 - Frais de documentation et de communication

1. Prestations de service de communication

- 1.1. Conception graphique d'un support d'information
- 1.2. Réalisation et maintenance d'un site internet
- 1.3. Animateur de communauté (« Community manager »)
- 1.4. Campagnes de SMS ou publipostage en ligne (« emailing »)
- 1.5. Prises de vues (photo-vidéos)

2. Frais de documentation

- 2.1. Abonnement base de données, presse ou publications professionnelles, papier ou en ligne
- 2.2. Achats d'ouvrages, documentations ou de presse en ligne ou papier

2.3 Achats d'études extérieures, honoraires d'expertise

3. Frais d'impression ou de reprographie

3.1. Cartes de visite

3.2. Cartes de vœux

3.3. Lettre d'information ou tout autre support adressé dans le cadre du mandat

4. Frais d'affranchissement postal et prestations de portage

5. Frais de téléphonie

Catégorie 6 - Frais de réception et de représentation

Les frais de réception et de représentation des Sénateurs s'entendent comme toute dépense que le Sénateur n'aurait pas été conduit à engager hors de l'exercice de son mandat.

1. Frais de réception

1.1. Prestations de restauration et de boissons en vue de petits déjeuners, déjeuners ou dîners de travail

1.1.1. Restaurant

1.1.2. Traiteur

1.1.3. Utilisation des locaux d'accueil des Questeurs du Sénat

1.2. Achats en vue d'une réception ou d'une collation

1.2.1. Achats de produits alimentaires

1.2.2. Achats de petits matériels (vaisselle par exemple)

2. Frais de représentation

2.1. Dépenses vestimentaires (achat, entretien)

2.2. Frais de coiffure et assimilés

3. Cadeaux protocolaires, dons et compositions florales

3.1. Cadeaux protocolaires

3.2. Dons consentis en qualité de parlementaire et participations à des manifestations

3.3. Cotisations aux associations à caractère parlementaire ou aux associations représentatives d'élus

3.4. Compositions florales

Catégorie 7 - Frais de formation et d'emploi du Sénateur et de ses collaborateurs

1. Formation du Sénateur

1.1. Formation aux médias (« Media training ») ou prestations de conseil et accompagnement (« coaching »)

1.2. Cours de langues

1.3. Frais d'études ou d'une formation utile(s) à l'exercice du mandat parlementaire

2. Formation du collaborateur non prise en charge par l'Association de Gestion des Assistants de Sénateurs ou un Organisme Collecteur Agréé

3. Rémunération d'un salarié ou d'un stagiaire employé par le Sénateur en dehors des crédits affectés au paiement des collaborateurs parlementaires

Catégorie 8 - Frais bancaires et juridiques, honoraires juridiques et financiers

1. Frais liés au fonctionnement du compte bancaire dédié

2. Honoraires de professions réglementées, frais de tenue de comptabilité

3. Indemnités dont le Sénateur est débiteur et survenues à l'issue de contentieux nés dans l'exercice du mandat

Catégorie 9 - Frais divers plafonnés par arrêté de Questure pour lesquels le Sénateur ne dispose pas d'un justificatif établi par un tiers

Catégorie 10 - Moyens informatiques et bureautiques

1. Achats d'ordinateurs (étui et housse inclus) et de périphériques informatiques (écrans, imprimantes, scanners, assistants personnels, tablettes multimédias, vidéoprojecteurs, enceintes, écouteurs/casques, onduleurs, photocopieurs, souris/claviers, fax, télécopieurs)
2. Achats de consommables informatiques (cartouches d'encre, toners, tambours d'imagerie, supports de stockage, accessoires de nettoyage)
3. Achats de logiciels informatiques
4. Prestations de formation, d'assistance ou de réparation informatique, tablettes et ordiphones

Conformément aux dispositions des arrêtés n° 2018-292 du Bureau et n° 2018-1006 de Questure du 7 novembre 2018, les frais rattachables à l'une de ces catégories peuvent être enregistrés au sein d'une catégorie spécifique de l'application informatique Julia lorsque l'enregistrement des justificatifs correspondant a lieu après le 15 janvier de l'année suivant l'année de rattachement de ces frais.

5.2 TYPOLOGIE DES AVANCES POUR FRAIS DE MANDAT

Les dépenses directement engagées par les Sénateurs sont financées par des avances : l'avance générale et les avances spécifiques (hébergement, informatique, représentation).

L'avance générale pour frais de mandat permet de financer les dépenses qui relèvent du référentiel annexé à l'arrêté de Bureau, sous la réserve des principes généraux applicables aux frais de mandat.

- Son montant est de 6 600 euros mensuels.
- Elle est versée en début de mois (le 5 ou le premier jour ouvré précédent).
- Son droit est acquis mensuellement sans prorata mais son usage est annuel dans le cadre de l'exercice civil.
- Elle est majorée pour les Sénateurs ultramarins (+ 375 euros mensuels) ou représentant les Français établis hors de France (+ 2 500 euros mensuels) afin d'inclure dans l'avance certains droits spécifiques à la téléphonie et à l'hébergement en outre-mer et à l'étranger.
- Les dépenses imputées sur les avances spécifiques peuvent être financées par l'avance générale si les avances spécifiques sont insuffisantes mais non l'inverse.

Sénateurs métropolitains	
Avance générale	6 600 € mensuels
Sénateurs ultramarins	
Avance générale	6 600 € mensuels + 375 € mensuels
Sénateurs représentant les Français établis hors de France	
Avance générale	6 600 € mensuels + 2 500 € mensuels
Tous les Sénateurs	
Avance spécifique hébergement *	1 500 € mensuels
Avance spécifique représentation **	750 € mensuels
Avance spécifique informatique	6 000 € à chaque renouvellement du Sénat et, dans l'intervalle entre deux renouvellements, le mois d'entrée en fonction du Sénateur

* À l'exception des Sénateurs élus à Paris et de ceux qui bénéficient d'une solution d'hébergement au Sénat (article 10 de l'arrêté n° 2017-1202 de Questure du 7 décembre 2017)

** Sénateurs exerçant certaines fonctions particulières (article 12 de l'arrêté n° 2017-1202 de Questure du 7 décembre 2017)